

doit faire ressortir et corriger les erreurs, on s'abstient, comme on le doit, de faire des personnalités. Je songe au comportement de sir Winston Churchill après la guerre, quand il a été écarté de la vie publique par la majorité. Il a été battu aux élections. La foule est venue le voir en 1945, mais non l'entendre. Elle l'a rejeté.

● (4.20 p.m.)

Atlee l'a remplacé, celui qui avait été premier ministre suppléant, et il a eu des paroles dures à l'adresse de M. Atlee, en sa qualité de chef de l'opposition.

J'ai pu voir, dans une certaine mesure, la grandeur de la vie parlementaire il y a tout juste un an, à l'extérieur de la cathédrale Saint-Paul, alors que nous représentions le Canada, le premier ministre et moi, aux funérailles de sir Winston Churchill. Le premier ministre indique qu'il s'en est rendu compte lui aussi. Cet homme frêle, Atlee, le courageux, le pacifiste qui s'était enrôlé en 1914 mais refusa de porter un revolver et ne se servit que d'une canne et gagna la D.S.O. de cette façon, était assis là, en dépit de tous ces souvenirs amers, sur les degrés de la cathédrale Saint-Paul, afin de rendre hommage à son grand adversaire politique décédé. C'est une leçon dont nous devrions profiter au Canada.

Monsieur l'Orateur, je frémis à la pensée de l'avenir de notre pays, si de telles pratiques continuent. Notre Parlement est mort, à moins que nous ne le ressuscitions... il est mort. Je me souviens des grands débats à l'époque où je suis arrivé à la Chambre. Nous sommes, le ministre des Travaux publics (M. McIlraith) et moi, du petit nombre de ceux qui sont arrivés à ce moment-là et qui sont encore ici, et je dois dire que nous comptons y rester encore un certain nombre d'années. A l'époque où nous sommes arrivés, il y avait des débats extraordinaires, vigoureux, puissants, souvent violents, mais nous ne perdions pas le sens de la mesure. Nous ne l'osions pas.

Monsieur l'Orateur, notre institution ne doit pas faillir à la tâche. Sans elle, pas de liberté possible. Nous sommes ici aujourd'hui, non seulement comme gardiens du présent et héritiers du passé, mais, monsieur l'Orateur, nous sommes l'espoir de l'avenir de notre institution. Mettons-nous à la tâche et traitons des nombreux problèmes qui se posent actuellement au Canada. (*Applaudissements*)

La liberté passe avant le bien-être économique, et nous avons défendu la cause de la liberté relativement à l'affaire Spencer, malgré toutes nos divergences de vues. Aujourd'hui, le Canada est aux prises avec un problème terrible, soit le coût de la vie le

plus élevé de notre histoire. Nous devons faire quelque chose à ce sujet. Notre balance des paiements est de plus en plus défavorable. Nous devons reviser la loi sur les banques pour la rendre efficace afin de sauvegarder l'économie de notre nation. Nous devons nous attaquer au problème du remaniement de la carte électorale. Nous ne voulons pas d'élections d'après l'ancienne carte électorale. Nous ne voulons pas voir le premier ministre se précipiter et nous annoncer un bon soir: «Je veux un gouvernement majoritaire». Nous ne voulons pas cela du tout.

Nous attendons du premier ministre du Canada des actes et une orientation. Voilà ce que nous voulons, et c'est pourquoi je lui dis, malgré tout le respect que j'ai pour lui et pour son travail, que je m'étonnerai toujours qu'une bonne partie des applaudissements, non seulement une fois mais deux fois, soient venus de lui quand on a mentionné l'affaire Munsinger. J'affirme au premier ministre que cela a été pour moi une révélation que je ferai disparaître de mon esprit à compter de maintenant, mais qui indique un état d'esprit contraire à la noble tradition de la Chambre.

Monsieur l'Orateur, mettons-nous à l'œuvre. (*Applaudissements*)

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, mon discours ne sera ni aussi long, ni aussi divertissant que celui du chef de l'opposition (M. Diefenbaker), mais il sera, je pense, beaucoup plus au point.

J'aimerais dire aux membres de la Chambre que, comme tous les députés de ce côté-ci de la Chambre ainsi que ceux de l'autre côté de la Chambre, j'éprouve une vive inquiétude à la vue de ce qui arrive au Parlement. Toutefois, ce qui s'est passé, c'est que les honorables vis-à-vis ne font que commencer à se demander ce qui est arrivé au Parlement.

Depuis plusieurs années, on se sert en cette enceinte d'un procédé, d'une stratégie qui, effectivement, mène le Parlement à sa ruine. (*Applaudissements*)

Le député de Kamloops (M. Fulton) a parlé tantôt de chasse aux sorcières, de procès par accusations et de procès par insinuations. Eh bien, monsieur l'Orateur, c'est exactement ce que nous avons eu à combattre. Le très honorable chef de l'opposition parle de la résurrection du Parlement. Avant de ressusciter le Parlement, nous devons faire disparaître ce genre d'insinuation et d'accusation. (*Applaudissements*)